



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mercredi 16 septembre.

RDC : l'UDPS a rompu les négociations avec le PPRD pour éviter le «glissement». L'annonce de l'arrêt des pourparlers a été faite à travers un communiqué signé par le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi depuis Bruxelles où il se trouve en convalescence. Le communiqué qui ne précisait pas les raisons de la rupture des négociations recommandait tout de même aux « forces politiques et sociales acquises au changement » de poursuivre les objectifs recherchés au travers du dialogue : •L'organisation d'un processus électoral dans un climat apaisé •L'organisation d'un calendrier consensuel qui tienne compte des délais constitutionnels •Le transfert pacifique du pouvoir. «Nous étions d'accord pour l'essentiel : tout le processus électoral, la médiation internationale, le format du dialogue, la thématique et le lieu de la réunion. Mais nos amis ont proposé un partenariat qui ne nous enchantait pas», a déclaré Félix Tshisekedi, précisant que son parti restait « ouvert à l'esprit d'un dialogue franc ».

RDC : le bureau provisoire de l'ordre national des experts-comptables installé. Le ministre des Finances, Henri Yav Mulang a installé le 12 septembre les membres de la commission spéciale de l'ordre national des experts comptables de la RDC (ONEC). Cette commission est chargée de valider l'adhésion des premiers membres de cette structure. L'ONEC a pour mission de réglementer l'exercice de cette profession en jouant un rôle déterminant dans la fiabilisation des états financiers et le contrôle des activités économiques. Le bureau provisoire de 11 membres compte une femme. Avant l'installation de cet ordre, la profession d'expert-comptable s'exerçait en dehors de tout cadre légal. La nouvelle structure doit jouer un rôle dans la transparence de gestion de finances publiques et privées.

Martin Kobler plaide pour la restauration de l'autorité de l'état à Irumu et Mambasa. «La restauration de l'autorité l'Etat dans les territoires d'Irumu et de Mambasa reste le plus grand défi pour le développement de ces entités de la province de l'Ituri», a déclaré lundi le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, à Bunia au cours d'une table ronde avec certaines structures des jeunes et associations féminines. La rencontre avait pour but de recueillir les points de vue de participants sur les actions de la Monusco et du gouvernement pour la consolidation de la paix en RDC.

Tanganyika : des enfants de Moba partent à la récolte au lieu d'aller à l'école. Beaucoup de parents du territoire de Moba, dans la province du Tanganyika, préfèrent emmener leurs enfants aux champs en cette période de récolte que de les envoyer à l'école. Et cette opération « prend un mois, un mois et demi », affirme Damien Dahanua, chef de bureau de l'Unicef engagé dans une campagne visant l'inscription de 47 000 enfants en classe d'ouverture.

Beni : 3 civils tués par des ADF à Kokola. Trois civils, un commerçant et ses deux filles, ont été tués dans une embuscade tendue par les présumés ADF mardi 15 septembre vers 19 heures à Kokola, un village situé à près d'une cinquantaine de kilomètres au Nord-Est de Beni.

Forum RDC-RSA : Modeste Bahati appelle les investisseurs à saisir les opportunités qu'offre la RDC. Le ministre de l'Economie, Modeste Bahati appelle les opérateurs économiques sud-africains à exploiter à fond les potentialités immenses et variées et de saisir les opportunités d'investissement en RDC. Il s'exprimait lundi 14 septembre à Kinshasa lors de la 7eme édition du Forum International entre la RDC et la République sud-africaine.

RDC : les frondeurs du G7 se sont «auto exclus», selon le bureau de la Majorité présidentielle. Les cadres de la Majorité Présidentielle signataires de la lettre ouverte adressée lundi 14 septembre au

président Kabila pour réclamer les élections dans les délais constitutionnels afin de parvenir à l'alternance démocratique en 2016 se sont « auto exclus » de cette plate-forme politique, a décidé mercredi le bureau politique de cette structure réuni en urgence dans la matinée à Kinshasa. Lambert Mende qui a insisté sur « l'auto exclusion » des signataires de la lettre ouverte, dont le groupe est surnommé G7, a précisé que leur départ de la majorité entraîne celui de leurs formations politiques sauf expression d'un point de vue contraire des instances de ces partis.

Uvira : sensibilisation des journalistes sur le choléra. La zone de santé d'Uvira dans le Sud-Kivu a organisé mardi 15 septembre une séance de formation à l'intention des animateurs et journalistes sur la prévention du choléra. D'après le chargé de communication de la zone de santé, les journalistes et animateurs doivent produire les émissions et programmes sur la prévention du choléra, devenu une maladie endémo-épidémique à cause du non-respect des règles d'hygiène par la population de ce territoire.

La Regideso installe de nouveaux tuyaux à Kisangani. La direction provinciale de la Régideso a amorcé, depuis la semaine dernière, des travaux de renouvellement de sa tuyauterie dans la commune de la Tshopo, dans ville de Kisangani. La nouvelle tuyauterie en plastique, vient remplacer l'ancienne en fer vétuste qui date de l'époque coloniale. Après la Commune de la Tshopo, la Regideso étendra son nouveau réseau dans les autres communes de la ville.

Mahagi: éleveurs et agriculteurs sensibilisés sur la gestion pacifique des pâturages collectifs. La commission foncière de l'Ituri a clôturé mardi 14 septembre deux journées de sensibilisation sur la gestion pacifique des pâturages collectifs dans le territoire de Mahagi. 60% des pâturages collectifs en Ituri sont conflictuels, selon le résultat d'enquête de la Commission foncière de l'Ituri (CFI) et ses partenaires effectuée en 2013.

RDC: Joseph Kabila révoque son ministre du Plan et son conseiller spécial en matière de sécurité. Le président de la RDC, Joseph Kabila a révoqué mercredi son conseiller spécial en matière de sécurité, Pierre Lumbi Okongo, et le ministre du Plan, Olivier Kamitatu, deux des sept initiateurs d'une lettre ouverte qui lui a été adressée lundi 14 septembre pour réclamer les élections dans les délais constitutionnels afin d'assurer l'alternance démocratique en 2016.

RDC : le respect de la constitution est un impératif pour un climat apaisé, estime la Monusco. Le strict respect de la constitution congolaise est un impératif pour avoir un climat apaisé en République démocratique du Congo, a affirmé mercredi 16 septembre, le porte-parole de la Monusco, Prosper Félix Basse. Il répondait à une question des journalistes au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies. La Monusco se félicite aussi de la dynamique politique observée depuis le début de cette semaine en RDC, avec notamment la lettre de G7 et le meeting de l'opposition qui a eu lieu mardi 15 septembre.

RDC: les partis du G7 comptent 78 sièges à l'Assemblée nationale. Les sept partis du G7, signataires de la lettre au président de la République, comptent septante-huit sièges sur plus de trois cents que compte la Majorité présidentielle à l'Assemblée nationale. Ces formations politiques, à savoir : le MSR, ARC, Unafec, Unadef, ADP, PDC et ACO "se sont auto-exclus", selon Lambert Mende s'exprimant au nom du bureau politique de la famille politique du chef de l'Etat, mercredi 16 septembre, pour avoir réclamé, dans leur lettre, la tenue des élections dans les délais constitutionnels afin de parvenir à l'alternance démocratique en 2016.

RDC : Joseph Kabila nomme les conseillers principaux de son cabinet. Le président de la République, Joseph Kabila, a nommé les conseillers principaux de son cabinet, dans une ordonnance lue mercredi 16 septembre à la télévision nationale. Le cabinet du président de la République restructuré se compose des conseillers principaux aux collèges ci-dessous: Diplomatique : M. Kikaya Bin Karubi ; Politique : M. Théophile Mbayo ; Juridique et administratif : M. Gérard Katambwe ; Economique et financier : M. Firmine Koto Eyolanga ; Affaires foncières, urbanisme et environnement : Mme Marie-France Mubenga Kamuanya ; Infrastructures : M. Mukoko Aongo ; Questions parlementaires et institutions d'appui à la démocratie : Mme Odia Kalinga ; Mines, énergie et hydrocarbures : M. Ongendanganda Tshenge Albert ; Agriculture et développement rural : M. Faustin Lokenda ; Socio-culturel : M. Tshibuyi Marcel ; Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication : M. Matumweni Makwala Jean-Claude.

Jeudi 17 septembre.

RDC : le MSR soutient Pierre Lumbi après sa révocation du cabinet de Joseph Kabila. Le Mouvement social pour le renouveau (MSR) soutient son président Pierre Lumbi et le G7, groupe de sept

partis politiques exclus de la Majorité Présidentielle pour avoir demandé dans une lettre ouverte au président Kabila le respect absolu de la constitution pour l'organisation des élections.

RDC : Avocat Sans Frontière Belgique a assisté 3000 personnes en 12 ans. Avocat Sans Frontière Belgique a sensibilisé 35.000 personnes et accordé une assistance juridique à 3000 personnes entre 2002 et 2014 en RDC. L'ONG a présenté ces chiffres mercredi 16 septembre à Kinshasa. L'ONG a par ailleurs évoqué le lancement depuis 2011 en RDC de quatre programmes visant à garantir l'accès à la justice pour tous. Elle note avec satisfaction sa contribution dans l'accompagnement des victimes et des témoins dans les procès Chebeya et Ntanganda. ASF Belgique est une organisation non gouvernementale à vocation internationale. Son objectif est de contribuer au développement de l'Etat de droit dans les pays où elle intervient.

Le gouvernement veut réduire de 30% le train de vie des institutions. Le Sénat attend la proposition du gouvernement qui projette la réduction de 30% de train de vie de l'Etat dans le budget 2016. Léon Kengo wa Dondo, président de cette chambre haute du parlement l'a déclaré mardi 15 septembre, lors de la rentrée parlementaire de septembre à l'hémicycle de palais du peuple. A l'issue de la réunion de la troïka stratégique du 9 septembre dernier, consacré spécialement sur l'avant-projet du budget 2016, Modeste Bahati Lukwebo, ministre de l'Economie nationale, avait indiqué à la presse que le gouvernement a examiné la possibilité de réduire le train de vie des institutions politiques, de manière à affecter plus de ressources aux populations, aux provinces, comme l'a souhaité le chef de l'Etat.

Des creuseurs artisanaux de Watsa et Faradje réclament de nouveaux sites miniers. Expulsés des carrières minières depuis juin 2014, environ quatre cents orpailleurs artisanaux de Watsa et Faradje réclament aux autorités de l'ancienne Province Orientale de leur trouver de nouveaux sites d'exploitation. Les anciens sites miniers où travaillaient ces creuseurs artisanaux ont été accordés par le gouvernement central à des entreprises minières.

Lac Edouard: l'ICCN et une ONG déplorent la pêche illicite et l'abattage des hippopotames. Le Groupe d'étude et d'action pour la protection de l'environnement (GEAPE) et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ont publié à Goma un rapport, faisant état de la destruction des ressources du lac Edouard, dans le parc national des Virunga. Ils pointent notamment du doigt la pêche illicite, l'explosion démographique dans la région, les conflits armés et l'abattage des hippopotames. La GEAPE et l'ICCN s'inquiètent notamment de l'abattage des hippopotames dont la présence a été prise en compte pour faire du parc des Virunga un site du patrimoine mondial.

Mbuji-Mayi : les agents de SAESCAM impayés depuis 21 mois. Les agents du service d'assistance et d'encadrement du Small scale Mining (SAESCAM,) revendiquent leurs arriérés de salaires de 21 mois. Les employés de ce service technique du ministère des mines qui encadre les exploitants miniers artisanaux des matières ont adressé à cet effet un mémorandum au ministre provincial de travail et prévoyance sociale, mercredi 16 septembre à Mbuji-Mayi, dans la Province du Kasai oriental.

RDC : Mwando Nsimba, membre du G7, démissionne de son poste au bureau de l'Assemblée nationale. Charles Mwando Nsimba, président de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef), l'un des signataires de la lettre ouverte demandant au président Kabila le respect de la constitution pour l'organisation des élections a déposé jeudi sa démission au poste de 1er vice-président de l'Assemblée nationale, a-t-il dit à un journaliste de Radio Okapi au palais du peuple, siège du Parlement, sans donner plus de détails. Dans un communiqué du 16 septembre parvenu jeudi à Radio Okapi, le Bureau politique de la Majorité présidentielle demande à tous les parlementaires membres des bureaux de deux chambres, ainsi qu'à tous les ministres dont les partis sont représentés dans le G7 à désavouer publiquement les signataires de la lettre ouverte adressée à Joseph Kabila ou à démissionner. Le G7 désigne les sept partis exclus de la Majorité présidentielle pour leur lettre adressée lundi au président de la RDC.

«Martin Kobler sait donner l'espoir à une population désespérée», selon Denis Mukwege. Le mandat de Martin Kobler, le représentant de Ban Ki-moon en RDC, touche à sa fin. En tournée d'au revoir à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, le chef de la Monusco a reçu mercredi 16 septembre les hommages de Denis Mukwege, le médecin congolais rendu célèbre dans le monde par les soins qu'il prodigue aux femmes victimes des violences sexuelles. «Martin Kobler sait donner l'espoir à une population désespérée», a déclaré Dr Mukwege dans son hôpital de Panzi. Le chirurgien a notamment évoqué l'implication de Martin Kobler dans les efforts visant le rétablissement de la paix à l'Est et ses nombreux déplacements dans les zones reculées.

Kasai-Oriental : une église évangélique donne de la nourriture aux prisonniers. Les détenus de la prison centrale de Mbuji-Mayi où la pénurie alimentaire est récurrente, ont reçu mardi 15 septembre, un

don de l'église évangélique «La rosée du ciel», constitué de sacs de farine de maïs et de manioc, des cartons de savons de toilette et des ballots d'habits.

Beni: le tronçon Beni-Butembo est très délabré. Le trafic sur la nationale Numéro 4, tronçon Beni-Butembo, est devenu difficile depuis quelques semaines suite à l'impraticabilité de cette route d'intérêt économique due à son mauvais état. Le gouverneur du Nord Kivu, Julien Paluku, reconnaît cette situation et rassure que le gouvernement congolais vient de signer un contrat avec l'entreprise chinoise CREC 7 pour la stabilisation du tronçon Kasindi-Butembo.

RDC : le G7 devient une plate-forme politique. Le groupe de frondeurs des sept partis politiques de la Majorité présidentielle (MP) surnommé « G7 » est dorénavant une plate-forme politique dont le fonctionnement sera établi et rendu public prochainement. L'un des membres de ce groupe, Charles Mwando Simba, l'a annoncé jeudi 17 septembre, lors d'un point de presse organisé à Kinshasa. Charles Mwando a précisé que G7 est déterminé à continuer à défendre les valeurs fondamentales, notamment le respect de la constitution.

Ituri: l'Assemblée provinciale récuse l'arrêté suspendant la perception des taxes. L'Assemblée provinciale de l'Ituri a contesté mercredi 16 septembre l'arrêté du gouverneur Jean Bamanisa Saïdi, suspendant la perception des taxes et impôts dans cette nouvelle province. L'article 4 de cet arrêté, publié depuis cinq jours, stipule que pendant cette suspension tous les agents de la direction des recettes de l'Ituri sont mis en congés techniques. Dans leur déclaration, les députés provinciaux de l'Ituri estiment que la décision de Jean Bamanisa incite la population à l'incivisme fiscal.

Grands lacs : les jeunes réfléchissent sur la culture de la paix dans la région. Les jeunes de la RDC, du Burundi et du Rwanda réfléchissent sur comment créer la culture de la paix dans la sous-région des Grands lacs. Réunis jeudi 17 septembre au deuxième forum des conseils de la jeunesse des pays membres de la Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL) à Gisenyi au Rwanda, ils ont aussi évoqué la question de comment devenir agents du développement dans leurs pays respectifs.

Abus sexuels : Ban Ki-Moon annonce la « tolérance zéro » pour les Casques bleus. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), Ban Ki-Moon a annoncé « la tolérance zéro » pour les Casques bleus auteurs des abus sexuels, dans les pays où ils sont en mission. La décision a été prise, à l'issue d'une réunion qu'il a tenue jeudi 17 septembre, avec les pays fournisseurs de contingents aux missions de la paix de l'Onu. «Les enquêtes doivent être rapides et approfondies. Les auteurs doivent être punis. La tolérance zéro doit être la norme », a affirmé le chef de l'Onu.

Vendredi 18 septembre.

Affaire Chebeya : Daniel Mukalayi condamné à 15 ans de prison. La Haute cour militaire a rendu jeudi 17 septembre le verdict du procès des policiers accusés du double assassinat des défenseurs des droits de l'homme Floribert Chebeya et Fidèle Bazana. Condamné à la peine capitale au premier degré, le colonel Daniel Mukalayi écope cette fois de 15 ans de prison. La Haut Cour militaire a estimé jeudi dans son verdict que Daniel Mukalayi bénéficie des circonstances atténuantes parce que «délinquant primaire», c.à.d. auteur d'un délit pour la première fois.

Tanganyika : la rougeole se répand à Mukebo. Cent vingt personnes souffrent de rougeole depuis quatre semaines à Mukebo dans le territoire de Manono (Tanganyika). D'après l'infirmier titulaire adjoint de centre de santé de Mukebo, Jean Claude Kyungu, des décès sont déjà signalés. Depuis le début de l'épidémie de rougeole dans la localité de Mukebo, l'ONG «Première Urgence» en partenariat avec la Zone de santé de Kiyambi, soigne les malades. Affaire Chebeya : Daniel Mukalayi condamné à 15 ans de prison.

RDC : Modeste Mutinga démissionne du bureau du Sénat. Le rapporteur du Sénat Modeste Mutinga a démissionné vendredi 18 septembre de son poste. Il est membre du MSR, l'un des partis signataires de la lettre ouverte adressée au chef de l'Etat, l'invitant à respecter la constitution pour l'organisation des élections. L'annonce de cette démission a été faite par son cabinet quelques heures avant la plénière du jour au Sénat.

La RDC veut intégrer les soins palliatifs dans son système de santé. Le ministre de la Santé, Felix Kabange Numbi, s'engage à intégrer les soins palliatifs dans le système des soins de santé en RDC. Il l'a affirmé jeudi 17 septembre à Kinshasa à l'ouverture du deuxième congrès international consacré à ces soins fournis particulièrement aux personnes atteintes de maladies chroniques ou celles dont les maladies sont arrivées en phase terminale. Il s'agit, selon les experts, d'un accompagnement psychologique, spirituel, culturel des malades concernés.

L'Unadef soutient Charles Mwando Nsimba, exclu de la Majorité présidentielle. L'Union Nationale des Démocrates Fédéralistes (Unadef) soutien son président national Charles Mwando Nsimba, l'un des signataires de la lettre ouverte à Joseph Kabila, exclu de la Majorité Présidentielle et qui a démissionné jeudi de son poste de 1er vice-président du bureau de l'Assemblée nationale. Dans une déclaration faite jeudi 17 septembre au siège de ce parti à Lubumbashi, l'Unadef a réitéré «sa confiance et son soutien total et inconditionnel à son président national Charles Mwando Nsimba». L'Unadef qualifie de «noble» la démarche du G7.

Bukavu: Sant'Egidio organise une rencontre pour promouvoir la paix. La communauté Sant'Egidio organise une rencontre pour la paix vendredi 18 septembre dans la matinée à Bukavu. Des professeurs d'université, des membres de la société civile ainsi que des membres des associations féminines participent à cette rencontre dont le thème est «la paix est toujours possible». Les représentants de plusieurs religions sont aussi attendus à ces assises organisées pour promouvoir la paix. A la clôture de la rencontre dans la soirée, des cierges seront allumées, des colombes lâchées en signe de paix.

Lubumbashi : la passerelle pour traverser le boulevard M'siri opérationnelle. Le gouverneur de l'ex-Province du Katanga, Moïse Katumba a inauguré jeudi 17 septembre une passerelle pour faciliter la traversée des piétons sur le boulevard M'siri, non loin du marché Rail à Lubumbashi.

Bukavu : Plaidoyer pour la formation des femmes évoluant dans le secteur minier. La conférence nationale sur les femmes dans les mines recommande à l'état congolais la formation et l'accès aux financements des femmes évoluant dans le secteur minier. Cette formation devra viser la maîtrise du code minier, de différents métiers des négociants du circuit minier, la procédure d'obtention des zones d'exploitation artisanale et surtout la maîtrise des autres activités génératrices des revenus particulièrement pour les femmes travaillant dans le secteur artisanal. Quant à l'accès aux financements, les participantes à cette conférence ont proposé, avant toute initiative, de s'organiser à travers des structures officielles afin d'être crédibles.

Tanganyika : huit ouvrages en chantier pour l'îlot de stabilité. Dans la province du Tanganyika, huit ouvrages sont en chantier dans le cadre du projet de l'îlot de stabilité de la Monusco à Manono. La Monusco construit un nouvel Etat-major de la Police nationale congolaise et à la réhabilitation du Commissariat de cette institution. Un bâtiment pour le Parquet et un autre pour le Tribunal de paix sont en construction, en plus de la réhabilitation du bâtiment de l'administration publique locale. Dans le cadre d'appui à l'organisation de la société civile, deux bâtiments devant abriter chacun une radio communautaire sont en cours de travaux à Mpyana, note M.Kazembe. Cet îlot de stabilité lui-même, est situé à 95 km et à Shamwana, à 190 km au Sud de Manono centre, qui par le passé était le bastion de grandes turbulences à cause de la présence et de l'activisme des groupes armés Mai-Mai et d'autres Kata Katanga.

Kinshasa: des ex-agents de la Stuc réclament leurs arriérés de 75 mois. Des anciens agents de la Société de transport urbain du Congo (Stuc) ont organisé un sit-in, vendredi 18 septembre à Kinshasa, pour réclamer leurs arriérés des salaires de 75 mois ainsi que leurs décomptes finals. Cette entreprise est liquidée depuis février dernier. Le porte-parole de ces agents, Mozart Luhembwe, attribue la liquidation de leur entreprise au manque de pièces de rechange et à la suppression de la subvention par le ministre des Transports et Voies de communication.

RDC: la Majorité compte 331 députés, après l'auto-exclusion de G7. Après l'auto-exclusion des membres du G7, la Majorité présidentielle dit compter trois cent trente et un députés sur ses trois cent cinquante à l'Assemblée nationale.

Samedi 19 septembre.

Nouvelles provinces: le gouvernement décide de nommer les commissaires spéciaux. Le gouvernement décide de nommer les commissaires spéciaux et leurs adjoints pour administrer les provinces nouvellement créées. Le gouvernement a levé cette option pour se conformer à l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui lui a demandé de prendre des dispositions transitoires et exceptionnelles en vue de faire régner l'ordre public, la sécurité et assurer la régularité ainsi que la continuité des services publics dans les nouvelles provinces. Cet arrêt faisait suite à une requête introduite par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) en interprétation de la loi sur l'installation de nouvelles provinces en RDC et le retard observé dans l'organisation des élections de leurs gouverneurs et vice-gouverneurs. Prévue initialement pour le 31 août dernier, l'élection des gouverneurs a été reportée au 6 octobre 2015. La Ceni a ensuite évoqué des problèmes qui empêchent l'organisation de ce scrutin dans l'immédiat, faisant notamment état de la non installation des bureaux définitifs de nouvelles assemblées

provinciales. La Haute cour avait enjoint également au gouvernement d'accélérer l'installation des bureaux définitifs des Assemblées provinciales de nouvelles provinces.

Lubumbashi: le maire-adjoint démissionne de ses fonctions. Le maire-adjoint de la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga), Madame Clotilde Mutita, a démissionné de ses fonctions, vendredi 18 septembre. Elle affirme avoir déposé sa lettre de démission à l'administration du gouvernorat de province pour exprimer son attachement à son parti, l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unafec), l'un des signataires de la lettre ouverte demandant au chef de l'Etat d'organiser les élections dans le délai.

RDC: le ministre des Affaires foncières Dieudonné Bolengetenge a démissionné. Le ministre des Affaires foncières et cadre du Mouvement social pour le renouveau (MSR) Dieudonné Bolengetenge a jeté l'éponge. Il a remis sa lettre de démission, vendredi 18 septembre, au Premier ministre, Augustin Matata Ponyo. Dans sa correspondance, Dieudonné Bolengetenge explique que cette démission est consécutive à l'exclusion de son parti de la Majorité présidentielle, plate-forme politique du chef de l'Etat.

Kinshasa: des ONGD dénoncent des intimidations contre les cadres du G7. Trente-trois ONG dénoncent des actes d'intimidations et menaces contre les leaders des partis politiques membres de G7, ayant adressé une lettre au chef de l'Etat pour réclamer l'alternance démocratique en 2016. Ces structures ont exprimé leur indignation au cours d'une conférence de presse, tenue vendredi 18 septembre, à Kinshasa.

Ituri: accrochage entre militaires, 3 morts à Bandegaido. Trois personnes ont été tuées à la suite d'un accrochage, survenu jeudi 17 septembre, à Bandegaido, en territoire de Mambasa (Ituri). Des témoins affirment que parmi les victimes, il y a un militaire et un policier, succombés de leur blessure après avoir été admis dans un hôpital de la place.

Goma: 4 militants de la Lucha condamnés à 6 mois de prison. Le tribunal de grande instance de Goma au Nord-Kivu a condamné vendredi 18 septembre quatre militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) à six mois de prison avec douze mois de sursis pour incitation à la désobéissance de l'autorité. Le mouvement Lucha promet d'interjeter appel de cette décision dès la semaine prochaine.

Equateur: des cadres du PDC se désolidarisent de José Endundo. Le gouverneur de l'ex-province Equateur, Sébastien Impeto, et certains cadres locaux du Parti démocrate-chrétien (PDC) se sont désolidarisés de leur président national José Endundo Bononge, un des signataires de la lettre ouverte à Joseph Kabila contre le glissement du mandat présidentiel. Au cours d'un point de presse samedi 18 septembre à Mbandaka, il s'est déclaré loyal à la Majorité présidentielle - d'où le PDC est exclu - et à son autorité morale Joseph Kabila.

Kisangani: des députés provinciaux exigent la démission du gouverneur Bamanisa. Dans une conférence de presse vendredi 18 septembre à Kisangani, des députés élus de cette ville ont appelé à la démission immédiate notamment du gouverneur de province intérimaire, Jean Bamanisa. Motif: ce dernier est cadre du Mouvement social pour la République (MSR), un des sept partis exclus de la Majorité présidentielle (MP). Soleil Mosindo, un des députés de Kisangani, demande aussi aux autres autorités locales qui ne sont plus de la majorité de quitter leurs postes.

Le PDC/Tshopo récuse José Endundo ; Le comité fédéral du Parti démocrate-chrétien (PDC) dans la Tshopo s'est désolidarisé vendredi 18 septembre de son autorité morale, José Endundo Bononge, un des membres du G7, exclus de la majorité présidentielle à la suite de leur lettre ouverte adressée à Joseph Kabila. Les militants du PDC -Tshopo reprochent à José Endundo de s'être engagé dans la nouvelle plate-forme G7 sans consulter la base.

Le MSR/Tshopo affirme son soutien à Pierre Lumbi. La fédération du Mouvement social pour le renouveau (MSR)/Tshopo a déclaré vendredi 18 septembre son soutien indéfectible au président national de ce parti Pierre Lumbi, un des sept signataires de la lettre ouverte adressée à Joseph Kabila et qui ont été exclus de la Majorité présidentielle (MP).

Dimanche 20 septembre.

RDC : 3 députés de l'Unafec sont restés fidèles à Kyungu wa Kumuanza. Trois députés nationaux de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec) sont restés fidèles à leur autorité morale, Kyungu wa Kumuanza et aux idéaux du parti ainsi qu'au G7, les sept partis exclus de la Majorité présidentielle (MP).

RDC : l'Unadef félicite Mwando Nsimba pour son «acte courageux». Le comité politique national de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) réitère son soutien à son président national, le député Charles Mwando Nsimba, un des sept membres du G7 exclus de la majorité présidentielle (MP). Dans une déclaration politique faite samedi 19 septembre à Kinshasa, ce comité le félicite pour son «acte courageux» de quitter son poste de premier vice-président de l'Assemblée nationale.

RDC : l'ARC/Maniema reste solidaire à la Majorité présidentielle. L'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) à Maniema désapprouve la position de son président national, Olivier Kamitatu. A l'issue d'une réunion extraordinaire tenue samedi 19 septembre à Kindu pour examiner la situation politique du parti, la fédération provinciale de cette formation politique se dit solidaire avec le bureau politique de la majorité présidentielle (MP).

RDC : 120 observateurs électoraux de l'Eglise catholique accrédités à la Ceni. Cent-vingt observateurs électoraux ont été accrédités à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). La cérémonie officielle de remises des cartes s'est déroulée vendredi 18 septembre au siège de la centrale électorale à Kinshasa. Ces observateurs de l'Eglise catholique viennent boucler la liste des accrédités de la commission épiscopale « Justice et Paix » pour une observation à long terme. Ils représentent toutes les 26 provinces de la RDC.

La société civile réclame la réhabilitation de l'hôpital de référence de Boma. La société civile demande la réhabilitation urgente de l'hôpital général de référence de Boma dont le bâtiment est complètement délabré. L'un de ses membres, Barthelemy Nguema, l'a déclaré samedi 19 septembre. Il a fait état des vitres trouées, des plafonds transpercés et de l'insalubrité constatée dans cet hôpital qui reçoit des milliers de malades chaque mois.

Le HCR demande aux réfugiés congolais de rentrer dans leur pays. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) demande aux Congolais qui ont trouvé refuge dans d'autres pays de rentrer en RDC pour contribuer au travail de consolidation de la paix. Selon le HCR, près de 450 000 Congolais se sont réfugiés en dehors de leur pays. Parmi eux, environ 70 000 Congolais vivent au Rwanda et près de 180 000 en Ouganda.

Martin Kobler: «La promesse d'une paix durable en RDC n'est pas hors de portée». «La promesse d'une paix durable en République démocratique du Congo n'est pas hors de portée, et nous l'atteindrons », a déclaré dimanche 20 septembre le chef de la Monusco, Martin Kobler, en marge de la célébration de la journée internationale de la paix célébrée le 21 septembre de chaque année. Dans un communiqué publié à l'occasion de cette journée, il a fait savoir que dans certaines parties de l'Est de la RDC, encore affectées par l'insécurité, « les mamans, les enfants, meurtris par les viols et les violences, ne demandent qu'une seule chose, la paix : la paix pour cultiver les champs, la paix pour aller au marché et la paix pour aller à l'école ».

RDC: Mario Philippe Losembe exclu de l'ARC. Le deuxième vice-président du Sénat, Mario Philippe Losembe, a été exclu de son parti Alliance pour le renouveau du Congo (ARC). Il lui est reproché de s'être désolidarisé de sa formation politique dans une lettre adressée au secrétaire général de la Majorité présidentielle (MP). «Monsieur Losembe s'est désolidarisé de la discipline du parti, portant atteinte à la crédibilité, à l'honneur ou à la dignité du parti », indique le communiqué de l'ARC. L'ARC a également suspendu les députés Guy Mikulu, Dede Makwa, Charles Nawej Mundele et Lucie Kipele qui ont fait allégeance à la MP. Comme les six autres partis (G7) signataires de la lettre ouverte adressée à Joseph Kabila, l'ARC a été exclu de la MP.

Lundi 21 septembre.

RDC: Me Yoko Yakembe demande à Joseph Kabila de pardonner les frondeurs du MSR. Me Yoko Yakembe, l'un des fondateurs du Mouvement social pour le renouveau (MSR), a demandé dimanche 20 septembre au chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila de pardonner les frondeurs de ce parti exclus de la Majorité présidentielle pour avoir écrit au président une lettre ouverte lui demandant le respect de la constitution dans l'organisation des prochaines élections. Me Yoko Yakembe affirme que le MSR a été créé par le chef de l'Etat lui-même. A ce titre, il ne peut donc pas être exclu de la MP, selon lui.

RDC: après le départ du G7, manifestations de soutien à Joseph Kabila. Après la fronde et l'exclusion du G7 de la Majorité présidentielle (MP), les déclarations de désolidarisation et de fidélité à l'un ou l'autre camp se multiplient. Les dernières en date, émanent de l'ECT, Eveil de la conscience pour le travail et du MIR, Mouvement des indépendants réformateurs qui réaffirment leur loyauté au président Joseph Kabila. Dans une déclaration politique de l'ECT, rendue publique dimanche 20 septembre, ce

parti de l'actuel ministre de la Santé, Félix Kabange, réaffirme son « respect inconditionnel à la charte de la Majorité présidentielle ».

Bukavu: le prix international de la paix décerné à l'ONG BVES. Le Réseau Œcuménique en Afrique Centrale a décerné le prix international de la paix 2015 à l'ONG Bureau pour le volontariat au service de l'enfance et de la santé (BVES), basée à Bukavu (Sud-Kivu). Cette structure a octroyé ce prix dans le cadre de la journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre de chaque année.

Kasaï-Oriental : pénurie de nourriture à la prison, le ministre de la Justice lance un appel aux dons. Le ministre provincial de la Justice du Kasaï-Oriental a lancé le week-end dernier un appel à « toutes les personnes de bonne volonté » à apporter des aliments aux détenus de la prison centrale de Mbuji-Mayi. Jean-Claude MUSAAS Manyong interpelle principalement les individus de bonne foi, les ONG et les entreprises de la place.

Tanganyika: plus de 54 000 USD volés aux bureaux du Secope à Kalemie. Des hommes armés ont emporté 51 millions de francs congolais (54 986 dollars américains), dans la nuit du mardi 15 septembre, du bureau du Service de contrôle et de la paie des enseignants (Secope), à Kalemie (Tanganyika). Ce fonds, envoyé par le gouvernement central, était destiné au fonctionnement des écoles primaires de la province éducationnelle Katanga 3.

Kisangani : les notions de paix insérées dans le programme de l'enseignement primaire. Une trentaine d'inspecteurs, constituant le noyau des formateurs de la province éducationnelle de la Tshopo, ont pris part du 14 au 19 septembre à Kisangani, à une formation organisée par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC). Le but : les former pour qu'à leur tour, ils apprennent aux enseignants comment enseigner les notions de paix aux élèves, a indiqué Casimir Kovungu, formateur au programme éducation et consolidation de la paix au ministère de l'EPS-INC.

Ban Ki-moon appelle les jeunes à œuvrer pour la paix. A l'occasion de la journée internationale de la paix célébrée le 21 septembre de chaque année, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a exhorté les gouvernements du monde à « encourager la jeunesse à réaliser le rêve de la paix ». Ban Ki-moon estime que les jeunes peuvent être des artisans de la paix. Selon lui, la jeune génération est « mieux informée et mieux connectée qu'aucune avant elle ». A ce titre, argumente-t-il, la jeunesse est le groupe qui est davantage prêt à réaliser le rêve de la paix.

Kalemie : la DGDA saisit plus de 11 kilos d'or. La Direction générale des douanes et accises (DGDA) a saisi samedi 19 septembre 11,3 kg d'or à Kalemie dans la province du Tanganyika. Ce colis se trouvait à bord d'un bateau en provenance de la Tanzanie. Un membre de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) estime à trente-cinq mille dollars la valeur marchande de ce colis.

RDC: les députés du G7 soutiennent leur plate-forme. Des députés membres du G7 soutiennent leur plate-forme récemment créée. Dans un point de presse tenu lundi 21 septembre au Palais du Peuple à Kinshasa, ils ont déclaré défendre désormais au Parlement les valeurs prônées par ce groupe des sept leaders des partis politiques exclus de la Majorité présidentielle (MP) pour avoir adressé une lettre ouverte à Joseph Kabila exigeant le respect de la constitution. Le groupe G7 compte quatre-vingt députés.

Mardi 22 septembre.

RDC : affaire G7, nouvelles démissions dans l'ex-Katanga et l'Equateur. Le ministre provincial des Finances de l'ex-Katanga, Christian Mwando, a déposé sa démission lundi au gouverneur Moïse Katumbi. Ce cadre de l'Unadef adhère à la ligne de son parti membre du G7, la plate-forme politique des signataires d'une lettre ouverte à Kabila exclus de la Majorité Présidentielle. A Mbandaka, deux ministres provinciaux et deux conseillers, membres du PDC et du MSR, ont également démissionné pour les mêmes raisons.

Tanganyika: installation des comités de paix entre bantous et pygmées. La délégation mixte Monusco-Services de sécurité de la RDC et Société civile installe, depuis samedi 19 septembre, des comités de paix entre bantous et pygmées, dans les territoires de Manono et Nyunzu (Tanganyika). A l'étape de Mukebo, localité située à 160 km au Nord-Est de Manono-centre, cette délégation a facilité la mise sur pied d'une commission mixte paritaire de pacification, constituée de sept bantous et sept pygmées.

La gestion coordonnée des douanes dans l'Union Africaine en discussion à Kinshasa. La 7eme réunion du sous-comité des directeurs généraux des douanes de l'Union Africaine(UA), s'est ouverte lundi 21 septembre à Kinshasa. Plus de trente représentants venus des différents pays de l'UA, réfléchissent sur la nécessité d'une gestion coordonnée des douanes aux frontières entre les Etats africains. D'après les experts à cette rencontre, plusieurs services interviennent parfois dans la procédure de dédouanement et cela ne facilite pas le commerce entre les pays. Pour le Directeur général de la DGDA, Deo Rugwiza, il y a nécessité à l'issue de ces assises de mettre en œuvre un accord de facilitation des échanges.

Kasai-Oriental : plusieurs cas suspects de la rougeole signalés à Mbuji-Mayi. Plusieurs cas suspects de la rougeole viennent d'être répertoriés à Lukelenge et Makumbi, deux zones de santé situées dans la périphérie de la ville de Mbuji-Mayi, ont indiqué lundi 21 septembre des sources sanitaires locales. Quatre cas de rougeole signalés à Lukelenge sont confirmés comme «positifs» et plusieurs autres cas répertoriés à Mukumbi demeurent encore «suspects».

Manono: la sécurité revient à Mpiana avec l'aide de la Monusco. Les autorités du territoire de Manono, province du Tanganyika, ont affirmé, samedi 19 septembre, que les groupes armés ne sont plus opérationnels, et la vie a repris son cours normal dans la zone de Mpiana autrefois en proie aux exactions des miliciens. Des résultats à mettre sur le compte du projet « îlot de stabilité » de Manono initié par la Monusco. Grâce à ce projet, trois sous-commissariats de Police Nationale Congolaise (PNC) ont été installés en plus de sept que comptait le secteur de Manono I.

RDC : c'est au président de décider d'un possible remaniement, affirme Mende. Interrogé lundi sur un possible remaniement du gouvernement après le départ de certains ministres membres de sept partis exclus de la Majorité présidentielle après leur lettre ouverte au chef de l'Etat, le porte-parole du gouvernement affirme qu'il appartient à Joseph Kabila d'en décider.

Démission de Jean-Claude Kibala : réactions controversées des fonctionnaires. Le ministre de la Fonction Publique et membre du parti Mouvement social pour le renouveau (MSR), Jean-Claude Kibala a déposé samedi 19 septembre sa démission auprès du Premier ministre. A la Fonction publique, sa démission suscite des réactions controversées auprès des agents et fonctionnaires de l'Etat. Lundi, agents et cadres qui soutiennent la réforme de l'administration publique initiée par le ministre de la Fonction Publique étaient inquiets en apprenant son départ du gouvernement. Ces fonctionnaires jugent positif le bilan de Jean-Claude Kibala à la tête de ce ministère, lui attribuant notamment la revue du cadre juridique, la maîtrise des effectifs, la relance de la retraite et de l'école nationale de l'administration.

Une ONG remet des ustensiles de cuisine et des matelas à la prison de Tshikapa. Le Programme d'appui à la réforme de la justice a remis lundi 21 septembre des cartons des papiers duplicateurs, cent matelas, trois marmites de cuisine, deux cent cinquante assiettes et deux cent cinquante gobelets à la prison de Tshikapa.

CPI : pas de réduction de peine pour Thomas Lubanga. Les trois juges de la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) ont réexaminé mardi 22 septembre la peine prononcée à l'encontre de M. Thomas Lubanga Dyilo. Selon un communiqué de cette cour, ils ont décidé, à l'unanimité qu'il ne convenait pas de réduire la peine de M.Lubanga actuellement. L'ancien chef milicien Thomas Lubanga a été condamné en juillet 2012 à 14 ans d'emprisonnement, après avoir été reconnu coupable des crimes de conscription et d'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et de les faire participer activement à des hostilités en RDC. Une sentence confirmée en appel. Selon l'article 110 du statut de Rome, texte fondateur de la CPI, lorsqu'un prisonnier a purgé les deux tiers de sa peine, la Cour la réexamine pour déterminer s'il y a lieu de la réduire. C'est ce qu'ont fait les juges ce mardi dans le dossier Lubanga qui est détenu à la Haye depuis 2006.

Sud-Kivu : MSF victime de vols à main armée à Baraka. Le bureau de l'ONG Médecins sans frontières (MSF-Hollande) a été cambriolé vendredi dernier dans la cité de Baraka, en territoire de Fizi. Le chef de secteur de Mutambala, Josué Luhanusha, l'a annoncé mardi 22 septembre. Il a indiqué que l'ONG a évacué lundi une partie de son personnel à Bukavu. C'est la deuxième fois que ce bureau est victime d'un vol pareil, après celui d'avril 2015, a précisé le ministre provincial de la Santé, Dr Mwanza Nangunia.les voleurs ont emporté un ordinateur portable et une somme importante d'argent avant de disparaître dans la nature, raconte Josué Luhanusha, le chef de secteur de Mutambala.

Bunia : des candidats déplorent la lenteur de livraison du document d'inscription à l'université. Les lauréats de l'examen d'Etat 2014-2015 déplorent la lenteur dans la procédure d'obtention du palmarès, ce document qui leur permet de s'inscrire à l'université en attendant que le diplôme d'état soit disponible.

Affaire Chebeya: un verdict "complaisant", selon la VSV . Le directeur exécutif de la Voix des sans voix (VSV), Dolly Ibefu, qualifie de «complaisant» le verdict du procès Chebeya. Il a dénoncé ce verdict au cours d'un entretien accordé, mardi 22 septembre, à Radio Okapi. Selon le verdict de la Haute cour militaire, rendu le 17 septembre dernier, le colonel Daniel Mukalayi est condamné à 15 ans de prison alors qu'au premier degré il avait écopé de la peine capitale. Le condamné devra purger 10 ans de servitude, étant donné qu'il a déjà passé 5 ans en prison. Cette juridiction a acquitté Georges Kitungwa, Blaise Mandiangu, Michel Mwila et Ngoy Mulongoyi, les quatre co-accusés de Daniel Mukalayi. La VSV se dit étonnée de ce verdict de la Cour qui a pourtant reconnu la participation du colonel Mukalayi à l'assassinat de Chebeya et Bazana. «Le verdict rendu par la Haute cour militaire corrobore la thèse de crime d'Etat ciblé et planifié en vue d'exécution par le sommet de la police nationale congolaise», a dénoncé Dolly Ibefu. Il a expliqué que la VSV a été partie civile dans ce procès mais elle n'a pas porté plainte et se réserve le droit de porter plainte contre les présumés assassins de Chebeya et Bazana. Dolly Ibefu est persuadé que la justice sénégalaise qui juge le major Paul Milambwe, poursuivi dans cette affaire, pourra rétablir la vérité sur l'assassinat de ces deux activistes des droits de l'homme. Après le verdict de la cour, la partie civile promet d'aller en cassation contre ce qu'elle qualifie d'erreur de droit.

Ituri: une nouvelle entreprise minière annoncée pour octobre prochain à Bunia. Une première compagnie minière « Mongwalu Gold mining » sera construite en octobre prochain à Bunia en Ituri. Le directeur général de cette entreprise, Guy Robert Lukama, l'a annoncé mardi 22 septembre à Radio Okapi. Mongwalu Gold mining (MGM) est une joint-venture entre le Gouvernement congolais représenté par la Société minière de Kilo Moto (Sokimo) avec 14% de parts et Ashanti Gold Kilo (AGK) avec 86%, a précisé Guy Robert Lukama. Cette entreprise produira son premier lingot d'or en février 2016, a ajouté le directeur général de MGM.

L'Unicef vise la scolarisation de 120 000 enfants à Kinshasa. L'Unicef poursuit sa campagne d'inscription des enfants de 6 à 7 ans à l'école primaire à Kinshasa. L'agence onusienne expérimente la stratégie dite «porte à porte». Objectif: faire inscrire le plus grand nombre d'enfants vulnérables habitant notamment les quartiers défavorisés de la capitale congolaise comme Kingabwa. Cette stratégie essentielle, selon l'Unicef, vise à faire inscrire en 2015, 120 000 enfants vulnérables non scolarisés à Kinshasa.

Ituri: nouvelles exactions attribuées à la milice FRPI à Irumu. Plusieurs villages dans le sud du territoire d'Irumu ont été victimes d'exactions d'hommes armés identifiés aux miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la nuit de dimanche à lundi, ont rapporté des acteurs de la société civile locale mardi 22 septembre. Selon eux, ces bandits armés ont tiré des coups de feu avant de se livrer aux pillages des biens des habitants. Ils déplorent l'absence des FARDC dans plusieurs localités. De son côté, l'armée a promis de mettre fin à l'activisme des miliciens dans la région.

Mercredi 23 septembre.

La RDC, le Rwanda et l'Ouganda signent un traité pour mieux protéger le grand Virunga. Les ministres du Tourisme de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda ont signé le traité de collaboration transfrontalière du grand Virunga. Ce document devrait permettre aux trois pays de protéger efficacement les aires protégées constituant le paysage du grand Virunga qui comprend notamment le parc national des Virunga. Ce traité devrait aussi permettre au Rwanda, à la RDC et à l'Ouganda de redistribuer les recettes générées notamment par le tourisme dans la région. Après sa signature par les ministres, le document doit être ratifié aux Parlements respectifs de ces trois pays avant d'entrer en vigueur. Julien Paluku, le gouverneur du Nord-Kivu où se trouve le parc des Virunga, se réjouit de la signature de ce traité. Il affirme que le tourisme peut générer des millions de dollars de recettes au profit des populations de la région.

Beni: une ONG déplore la multiplication des attaques contre les civils et les militaires. La Convention pour le respect des droits de l'homme déplore la multiplication des attaques contre les civils et les positions de l'armée congolaise dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Le coordonnateur de cette ONG regrette qu'aucune mesure n'ait été prise alors que ces attaques sont enregistrées dans des zones militarisées.

Kisangani: le choléra fait trente morts en trois semaines. Trente personnes sur les cent quarante-sept affectées par le choléra sont décédées en trois semaines dans la Province de la Tshopo. Des cas suspects de choléra ne font qu'augmenter dans cette province. La zone de santé de Wanierukula, 58 km au nord de Kisangani, est la plus affectée avec quatre-vingt-deux cas dont douze décès, a indiqué mardi 22 septembre le chef de division provinciale de la santé de la Tshopo par intérim, le Dr Adelard Lufungula..

Sud-Ubangi : le G7 s'implante dans le Sud-Ubangi. Les comités fédéraux des partis signataires de la lettre ouverte adressée au chef de l'Etat pour demander le respect de la constitution s'organisent dans le Sud-Ubangi. Ils ont désigné lundi 21 septembre à Gemena, Jules Bagbia du PDC comme président de la plate-forme dans cette province. Le nouveau président du G7 dans le Sud-Ubangi, Jules Bagbia, a appelé la Ceni à organiser rapidement l'élection des gouverneurs de province. Ces partis ne sont pas favorables à la nomination des commissaires spéciaux pour diriger les provinces comme le gouvernement compte le faire.

RDC : les Etats-Unis préoccupés par la condamnation de 4 militants de Lucha. Les Etats-Unis se disent préoccupés par la condamnation, vendredi 18 septembre, de quatre jeunes activistes membres du groupe Lutte pour le Changement (Lucha). Ils ont été condamnés par le tribunal de grande instance de Goma à six mois de prison assortis de douze mois d'observation judiciaire pour incitation à la désobéissance de l'autorité. Les Etats-Unis se disent préoccupés par l'incidence que ce genre d'arrêts pourrait avoir sur la stabilité du pays.

Kisangani : la Monusco sensibilise les chefs religieux et la police sur les droits de l'enfant. La police du genre et de la protection de l'enfant en collaboration avec la police civile de la Monusco a organisé, mardi 22 septembre, une séance de sensibilisation des acteurs intervenants dans le secteur où les droits des enfants ne sont pas régulièrement respectés. L'objectif poursuivi dans cet atelier de sensibilisation auquel participent 30 parents, leaders religieux ainsi que les OPJ de la police nationale Congolaise, est de renforcer la protection des enfants, surtout ceux accusés de sorcellerie. Car la police du genre et de protection de l'enfant a récupéré, ces trois derniers mois dans des chambres d'exorcisme des églises, une cinquantaine d'enfants accusés de sorcellerie.

Kisangani: le groupe suisse Nestlé prospecte la cacaoyère de Bengamisa. Une délégation suisse du Groupe Nestlé a visité mardi 22 septembre la plantation de la cacaoyère de Bengamisa, située à 36 Kilomètres au nord de Kisangani dans la province de la Tshopo, sur la route Buta. La délégation est descendue sur terrain pour faire un état de lieu de cette cacaoyère de 5000 hectares, dont plus ou moins 500 hectares sont actuellement mis en valeur. Un partenariat devrait être signé pour la relance de la production locale du cacao, selon les autorités provinciales.

L'épidémie de choléra déclarée en RDC. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange, a déclaré mercredi 23 septembre l'épidémie de choléra en RDC, dont la province du Maniema se présente, pour la première fois, comme le foyer le plus important et le plus inquiétant. Depuis le mois de janvier à ce jour, 1078 cas ont été enregistrés avec 52 décès, a-t-il précisé lors d'une conférence de presse à Kinshasa. Le gouvernement congolais se dit aussi préoccupé par la rougeole, qui a fait pour la même période 528 morts sur 36291 cas enregistrés. Parmi les régions affectées, Félix Kabange a cité également la zone de santé de Tchomia en Ituri, la zone de santé de Lubunga dans la Tshopo, Wanyarkula vers l'axe de Lubutu, Ubundu vers l'axe Maniema, la ville de Goma au Nord-Kivu, la cité d'Uvira et Shabunda au Sud-Kivu. A cela s'ajoutent, dans l'ex-Katanga, les contrées comme Bukama, Malemba Nkulu, Kalemie où le choléra est devenu presque permanent.

Kinshasa annonce la libération de l'Airbus A320 de Congo Airways à Dublin. «Le juge irlandais vient de faire main levée sur l'Airbus A320 de Congo Airways saisi à Dublin», a annoncé le ministre chargé des relations avec le Parlement, Tryphon Kin-Kiey Mulumba, mercredi 23 septembre sur son compte twitter. Intervenant au cours du journal télévisé de la RTNC à 20h, heures de Kinshasa, son collègue de la Justice, Alexis Thambwe, a confirmé l'information, ajoutant que l'aéronef ainsi libéré "sera dans les prochains jours au Congo".

Jeudi 24 septembre.

Elections provinciales: la Ceni invalide d'autres candidats. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a rendu public mercredi 23 septembre les listes des candidatures déclarées irrecevables pour l'élection provinciale. Jean-Pierre Kalamba, le rapporteur de la Ceni a indiqué que des vérifications approfondies ont permis de déceler ces cas d'inéligibilité dans les rangs des indépendants, des partis et regroupements politiques. Ce qui retarde la publication de la liste définitive des candidats. La Ceni a découvert «une autre catégorie des doublons, les tricheurs» sur l'ensemble du pays, a indiqué Jean-Pierre Kalamba. Il s'agit par exemple des gens qui ont permuté leurs noms et prénoms sur différentes listes électorales.

Mbuji-Mayi : lancement de la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Le programme élargi de vaccination (PEV) a lancé mercredi les journées locales de vaccination contre la poliomyélite dans les dix-neuf zones de santé de la ville de Mbuji-Mayi. Du 24 au 26 septembre, les vaccinateurs vont administrer le vaccin anti poliomyélite à plus de 49 000 enfants de moins de 5 ans.

Nord-Kivu: des villageois fuient les combats entre FARDC et APCLS à Kashebere. Des milliers de villageois abandonnent leurs domiciles depuis samedi 19 septembre pour fuir les combats entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), dans le groupement Luberike (Nord-Kivu).

Uvira : construction d'un marché moderne à Lusenda. L'ONG Initiatives africaines pour le secours et le développement (AIRD) a donné mercredi le coup d'envoi des travaux de construction d'un marché moderne dans la localité de Lusenda, en territoire de Fizi. Ce marché comprendra un grand hall de 68 places pour les étals des marchands. Les piliers de ce hall seront en béton, sa charpente en bois et le toit en tôle.

Tshopo : une ONG dénonce l'intensification du braconnage dans le parc de la Lomami. Dans la province de la Tshopo, l'ONG Rayon vert international bassin du Congo, partenaire de l'ICCN dans le projet de création du parc de la Lomami, dénonce l'intensification des activités du braconnage dans le territoire d'Opala. Selon son représentant provincial, Timothée Kombozi, des dizaines de perroquets sont capturés et des éléphants abattus par des braconniers. Le représentant provincial du Rayon vert international bassin du Congo, pointe du doigt dans cette pratique, les hommes armés du colonel rebelle Thoms Mesandu, ainsi que d'autres chasseurs venant du territoire d'Opala et de la province voisine du Maniema.

Nord-Kivu: affrontements entre FARDC et ADF à Mayangose. L'armée congolaise et les rebelles ougandais des ADF se sont affrontés mercredi 23 septembre, à Mayangose, une agglomération située en plein Parc national de Virunga, à environ 20 kilomètres au Nord-Est de Beni-Ville. Selon le porte-parole intérimaire de l'opération Opérations Sokola1, Mak Hazukay, qui a livré l'information jeudi 24 septembre, cet accrochage a eu lieu après l'embuscade tendue par les rebelles contre un véhicule des FARDC, lundi dernier, à Kokola.

Ceni : le réaménagement du calendrier électoral est imminent. La Commission électorale Nationale Indépendante (Ceni) s'apprête à publier un calendrier global réaménagé du cycle électoral allant des élections locales à la présidentielle, a déclaré mercredi 23 septembre à Radio Okapi Jean-Pierre Kalamba, rapporteur de cette institution. Le nouveau calendrier devrait prendre en compte des grandes options qui pourraient nécessiter un dialogue de la part de la classe politique, a-t-il laissé entendre.

Tabaski : l'imam Ali Mwinyi appelle les musulmans à l'amour et au respect réciproques. L'imam Ali Mwinyi, représentant légal de la communauté islamique au Congo, appelle les musulmans de la RDC à l'amour réciproque. Aux parents, il demande d'accorder une attention particulière aux enfants ; et à ces dernier, il recommande le respect envers les parents. Il a pris la parole jeudi 24 septembre à Kinshasa au cours d'une cérémonie publique à l'occasion de la fête du sacrifice.

Mitwaba : l'administrateur du territoire déplore l'activisme des Maï-Maï depuis trois mois. Les miliciens Maï-Maï ont intensifié leur activisme à Mitwaba (Haut-Katanga) depuis bientôt trois mois, a déploré jeudi 24 septembre, l'administrateur de ce territoire du Haut-Katanga. Il a indiqué que les derniers incidents se sont produits dans la nuit de lundi à mardi dans les villages Lusele-Karera et Tomombo, dans le secteur Balomotwa à plus de 200 km de Mitwaba-centre.

Vendredi 25 septembre.

L'Assemblée nationale prend acte de la démission de Mwando Nsimba et Norbet Ezadri. La plénière de la chambre basse du Parlement a pris acte jeudi 24 septembre de la démission des deux membres du bureau. Il s'agit du premier vice-président Mwando Nsimba et du rapporteur Norbert Ezadri, qui ont quitté leurs postes après leur exclusion de la Majorité présidentielle. A cette occasion, certains députés ont appelé à une restructuration urgente du bureau de l'Assemblée nationale.

Nord-Kivu: les habitants de Beni interdits de se rendre dans les zones non sécurisées. L'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda, appelle la population à ne plus accéder aux zones non sécurisées par l'armée dans cette partie du Nord-Kivu en proie à l'activisme des groupes armés. Selon lui, cette mesure a été prise par le conseil territorial de sécurité pour réduire le nombre de tueries et massacres des civils loin de grandes agglomérations.

Le FIDEC réaffirme son appartenance à Majorité Présidentielle. Le président du Front des indépendants pour la démocratie chrétienne (FIDEC) a réitéré jeudi 24 septembre l'appartenance de son parti politique à la Majorité Présidentielle. Dans une déclaration faite à la presse au palais du peuple, Fifi Masuka a notamment dénoncé «la tentative de déstabilisation orchestrée par les dissidents du G7». Tout

en condamnant la lettre du G7 exigeant entre autres au chef de l'état congolais le respect absolu des délais constitutionnels pour les élections, Fifi Masuka dit soutenir «indéfectiblement» le président de la République.

Haut-Uélé : la réhabilitation de la route Nyanya- Isiro bloquée. Les travaux de réhabilitation de la route Nyanya-Isiro, relancés il y a trois mois, sont bloqués depuis juillet dernier, a indiqué la société civile locale. Les 28 kilomètres refaits sont actuellement abîmés, ajoute la même source. Le gouverneur de l'ancienne Province Orientale Jean-Bamanisa Saidi attribue ce blocage à l'insolvabilité du Fonds national d'entretien routier (FONER).

Nord-Kivu: accalmie après des combats entre l'armée et des miliciens à Kashebere. Une accalmie est observée à Kashebere dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) depuis la nuit dernière après les affrontements qui ont opposé jeudi 24 septembre dans l'après-midi les militaires congolais aux miliciens de l'APCLS. Selon des sources locales, plus de 6 000 personnes se sont regroupées au Centre de santé de référence de Kashebere, autour de la base des casques bleus de la Monusco ainsi que dans les écoles. Malgré l'accalmie observée, des sources de la société civile indiquent que la situation humanitaire des déplacés commence à se détériorer.

Kalemie : l'Unicef condamne le travail des enfants dans les mines et les champs. «Les parents doivent comprendre que l'enfant n'a pas demandé de naître. Il a ses droits, il faut les respecter. Même si l'enfant peut aider, dans certains travaux ménagers, il ne peut pas devenir une main d'œuvre pour la production». Cette déclaration est celle de Damien Dahanua, chef du bureau de l'Unicef à Kalemie en Province du Tanganyika, faite le jeudi 24 septembre au retour des équipes de l'Unicef partie lancer la campagne d'inscription massive des enfants à l'école.

Tanganyika: installation d'une commission de résolution du conflit entre pygmées et bantous. Une commission de résolution de conflit entre pygmées et bantous a été installée jeudi 24 septembre à Mukebo, à 160 Km de Manono. Elle est constituée de 14 membres choisis par les deux communautés en conflit pour relancer le dialogue intercommunautaire. Selon son président, Abbé Moïse Kiluba, cette commission sera chargée de promouvoir le dialogue afin de faciliter la réconciliation et la cohabitation pacifique.

Wamba : les bantous accusent les pygmées de se faire justice. Les pygmées et les bantous qui vivent dans le territoire de Wamba, situé à 400 km à l'est de Kisangani dans la province de la Tshopo, entretiennent des relations conflictuelles depuis un mois et demi. Les bantous accusent les pygmées de se faire justice en posant des actes de viol, de pillage, d'extorsion et de destruction des cultures dans plusieurs chefferies du territoire pour se venger des actes posés par les bantous.

Tshala : la présence des crocodiles et hippopotames effraye les populations . Les crocodiles et hippopotames de la rivière Lubilanji terrorisent les habitants la cité de Tshala en territoire de Katanda dans la Province du Kasai-Oriental. Jadis cantonnées dans l'eau, ces bêtes fréquentent désormais la berge. Les populations de cette cité, qui pour la plupart, tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistances des eaux de la rivière Lubilanji, ne se rendent plus aux rivières qui bordent le territoire. Difficile pour elles d'entreprendre quelque activité le long de ces cours d'eau infestés des crocodiles et des hippopotames.

Kamina : les inspecteurs de l'EPSNC réfléchissent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les inspecteurs chef de pool de l'Enseignement primaire, secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC) de la province du Haut-Lomami ont clôturé le 24 septembre une réflexion de trois jours à Kamina sur les mécanismes à mettre en place pour améliorer la qualité de l'enseignement dans cette province. Selon l'inspecteur provincial de l'enseignement dans le Haut-Lomami, l'amélioration de la qualité de l'enseignement passe par le respect des instructions du ministère de l'éducation et l'accomplissement parfait de son rôle.

Lualaba: le groupe Ivanhoe autorisé à vendre 49% de ses actifs de la mine de Kamo. Dans un communiqué de presse publié mercredi 23 septembre, le gouvernement a autorisé le groupe canadien Ivanhoe à vendre 49,5% de ses actifs de la société Kamo Holding à l'entreprise chinoise Zijin. Le communiqué signé par les ministres Louise Munga du Portefeuille et Martin Kabwelulu des Mines précise que «le gouvernement soutenait la transaction en cours entre Kamo Holding Limited et le groupe chinois Zijin», estimée à 412 millions de dollars américains. Cette décision est l'épilogue d'un différend qui opposait le groupe canadien Ivanhoe au gouvernement congolais, alors associés dans le projet d'exploitation de la mine de Kamo sous l'appellation de Kamo Holding Limited.

Kinshasa: la coopération financière Allemande débloque 74 millions d'euros pour les projets en RDC. La coopération financière Allemande(KFW) a mis à la disposition de la RDC une somme de 74 millions d'euros pour accomplir les projets de desserte en eau potable dans les provinces démembrées de Bandundu et de Kasai Occidental et l'entretien ainsi que la réhabilitation des aires protégées. Les conventions ont été signées le 24 septembre à Kinshasa.

Samedi 26 septembre.

RDC: «réaménagement technique» du gouvernement Matata II. Le «réaménagement technique» du gouvernement Matata II intervient quelques jours après la démission de plusieurs membres du gouvernement suite à la lettre ouverte adressée le 14 septembre au président Joseph Kabila par sept leaders de partis de la majorité présidentielle. Les membres du gouvernement issus de ce G7, qui ont démissionné et qui n'ont pas démissionné ainsi que celui qui a été révoqué, ont été remplacés. A cette occasion, les titulaires de la Défense nationale, Aimé Ngoy, et des Hydrocarbures, Crispin Atama, ont été permutés aux termes de ce «réaménagement technique». **Nouveaux ministres:** •Défense nationale, anciens combattants et réinsertion: Crispin Atama Tabe •Plan et suivi de la révolution de la modernité: Georges Wembi Loambo •Hydrocarbures: Aimé Ngoy Mukena •Environnement, conservation de la nature et développement durable: Robert Bopolo Bogeza •Agriculture, Pêche et Elevage: Emile Mota Ndongo Kang •Affaires foncières: Gustave Boloko Nkeli •Fonction publique: Isumbisho Mwapu •Affaires sociales et action humanitaire: Adèle Degbalase Kanda •Femme, Famille et Enfant: Lucie Kipele Aki Azwa •Jeunesse et Sports: Denis Kambayi Tshimbumbu **Nouveaux vice-ministres:** Plan: Franklin Tshiamala Manyiku et Transport et Voies de communications: Simplicie Ilunga Monga ?

Bondo: l'afflux de réfugiés centrafricains inquiète les autorités locales. L'administrateur du territoire de Bondo, Floribert Ekili Akambe, a exprimé sa crainte, vendredi 25 septembre à Radio Okapi, face à l'arrivée massive de réfugiés centrafricains dans ce territoire du Bas-Uelé. Selon lui, cette situation constitue une source d'insécurité, si la Commission nationale aux réfugiés (CNR) ne la régularise pas.

Beni: 14 000 déplacés sans assistance à Mamove. Quatorze mille déplacés de plusieurs villages et localités du territoire de Beni vivent sans assistance humanitaire à Mamove, a indiqué vendredi 25 septembre le président de la société civile de Beni à une mission de sensibilisation sur le mandat et les activités de la Monusco, dans cette localité située à environ 50 kilomètres au nord-ouest de la ville de Beni. Il appelle le gouvernement à assister urgemment ces déplacés. Le président de la société civile de Beni, Kinose Katuhu, précise que les élèves déplacés n'ont pas encore repris le chemin de l'école.

Lubumbashi: le G7 prêt à participer au dialogue préconisé par Joseph Kabila. Le G7 participera bel et bien au prochain dialogue qui serait organisé par le chef de l'Etat sur l'avenir de la RDC, conformément au cahier de charge que détient cette plateforme politique annoncée par les sept leaders exclus récemment de la Majorité présidentielle (MP). «Le G7 sera au dialogue pour un calendrier électoral (...) qui consiste à prioriser les élections suivantes: présidentielle couplée avec les législatives et les élections provinciales. Nous sommes pressés !», a affirmé Kyungu wa Kumwanza, président national de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec).

Lualaba: deux prisonniers abattus lors d'une évasion à Kasaji. Deux prisonniers ont été abattus et un troisième grièvement blessé par des policiers de garde à la prison de Kasaji (Lualaba) jeudi 24 septembre, lors d'une évasion massive des détenus. Sur 29 prisonniers, 13 ont réussi à s'évader.

Suppression du visa entre Kinshasa et Brazzaville. Les Congolais de la RDC n'auront plus besoin d'un visa pour voyager de Kinshasa à Brazzaville et vice versa. C'est ce qui ressort de la cinquième session de la Commission spéciale défense et sécurité des deux pays, qui s'est clôturée vendredi 25 septembre à Kinshasa.

RDC: le deuxième Airbus A320 de Congo Airways est arrivé à Kinshasa. Le deuxième Airbus A320 de l'entreprise aérienne congolaise publique Congo Airways, qui était bloqué à Dublin suite à un contentieux judiciaire, est arrivé à Kinshasa samedi 26 septembre vers 14h30 (TU). L'appareil, baptisé Mzee Laurent Désiré Kabila du nom de l'ancien chef de l'Etat de la RDC, a atterri à l'aéroport de N'djili devant plusieurs membres du gouvernement ainsi que des hauts responsables du pays.

Bunia : la police saisit une importante quantité de chanvre et de boissons prohibées. La police judiciaire a présenté jeudi 24 septembre à la presse à Bunia une importante quantité de chanvre et de boissons interdites à la commercialisation et à la consommation. La saisie de ces produits a été saluée par des habitants de la ville qui souhaitent que les autorités luttent davantage contre l'importation des liqueurs à forte teneur d'alcool.

Kindu: marche de soutien à Joseph Kabila. Le gouverneur du Maniema, Pascal Tutu Salumu, a organisé samedi 26 septembre à Kindu une marche de soutien au président de la République dont la famille politique fait face à une fronde menée par sept partis qui lui ont adressé une lettre, lui demandant de respecter la constitution pour les prochaines élections. Les sept formations politiques (G7) ont été exclues de la Majorité présidentielle. Les manifestants, drapeaux des partis de la Majorité présidentielle à la main, ont parcouru une distance d'environ un kilomètre.

Dimanche 27 septembre.

RDC: Delly Sessanga mobilise contre toute tentative de révision de la constitution. Le président du parti Envol, Delly Sessanga Hipungu mobilise les forces politiques du pays pour faire échec à toute tentative de révision des dispositions essentielles de la constitution. Il a entamé cette campagne au cours d'une conférence de presse, tenue samedi 26 septembre, à Kinshasa. Député de l'opposition, il estime que la démocratie est menacée depuis que la Ceni s'est dédit sur son calendrier électoral et l'appelle à éclairer l'opinion sur la tenue des élections ainsi que sur la poursuite des échéances à venir.

Bunia: le frais journalier de la morgue jugé exorbitant. La population de Bunia juge exorbitant le prix de 40 dollars américains, fixé pour la conservation journalière d'un cadavre à la morgue de l'Hôpital général de référence de ce chef-lieu de l'Ituri.

Goma : profanation du cimetière de l'ITIG. Le député provincial du Nord-Kivu Simon Kazungu déplore la profanation du cimetière de l'ITIG, à Goma. «Je suis vraiment choqué de ce que je viens de voir au cimetière dénommé communément l'ITIG». Simon Kazungu regrette le fait que le respect aux morts s'effrite progressivement dans les comportements de la population de Goma.

Lubumbashi accueille la première édition du Salon international du tourisme. La ville de Lubumbashi (Haut-Katanga) accueille la première édition du Salon international du tourisme. A l'initiative de l'agence «Palma okapi tour», ce forum est organisé dans le cadre de la journée internationale du tourisme, célébrée le 27 septembre de chaque année. Cette journée est placée sous le thème: «Un milliard de touristes, un milliard d'opportunités».

Ituri: la population de Fataki salue les efforts de la CPI dans la répression des crimes. Ils l'ont fait au cours d'une séance d'informations sur le procès Bosco Ntaganda, organisée samedi 26 septembre, par l'Unité de sensibilisation de la CPI en Ituri. L'Unité de sensibilisation de la CPI en Ituri a présenté trois films notamment sur les deux premiers jours du procès de Bosco Ntaganda à la Haye. Ces populations souhaitent également que la CPI poursuive d'autres crimes commis en Ituri.

ESU: professeurs, assistants et administratifs réclament l'ajout de 543 USD sur leurs prime. Les professeurs, assistants et administratifs réclament un ajout de 500 000 francs congolais (543 dollars) sur leurs primes mensuelles avant la rentrée académique 2015-2016. Le président de l'Association de Professeurs de l'Université de Kinshasa (Apukin), Antoine Kitombole a appelé le gouvernement à majorer leurs primes comme il l'a fait dans d'autres secteurs. Il y a plus de deux semaines, où le gouvernement s'est engagé à augmenter de 150 000 francs congolais (160 dollars) la prime de risque payée mensuellement aux médecins.

Beni : la société civile s'inquiète de la dégradation de la situation sécuritaire. La société civile de Beni s'inquiète de la dégradation de la situation sécuritaire dans ce territoire du Nord-Kivu. Son président, Teddy Kataliko, a indiqué, dimanche 27 septembre, que sa structure a documenté vingt-sept cas de tueries, une vingtaine d'enlèvements et plus de six attaques meurtrières contre les Forces armées de la RDC au cours de ce mois de septembre. Il a aussi indiqué que plusieurs véhicules ont été incendiés pendant la même période, dans des embuscades tendus par des présumés rebelles ougandais des ADF.

Kalemie : 19 blessés dans un éboulement de terre à Nyunzu. Dix-neuf personnes ont été blessées, dans un éboulement de terre qui s'est produit samedi 26 septembre à la concession minière de Mining minerals ressources (MMR), située à 224 kilomètres sur l'axe Kalemie-Nyunzu, dans le territoire de Nyunzu, province de Tanganyika.

Mbandaka : 10 agents en écologie et foresterie formés OPJ. Dix agents du Centre de recherche en écologie et foresterie (CREF) de Mabali situé à 140 kilomètres dans le territoire de Bikoro, ont prêté serment, samedi 26 septembre, en tant qu'officier de police judiciaire (OPJ) à compétence restreinte devant le procureur de la république du parquet de grande instance. Ces agents qui ont suivi une formation paramilitaire grâce à l'ONG internationale WWF de protection de la nature, ont été déclarés désormais capables d'assurer la protection de l'écosystème de la réserve scientifique du CREF/Mabali, un centre de recherche à caractère régional pour l'Afrique centrale.

Lundi 28 septembre.

RDC : une loi sur le référendum en chantier. Deux députés nationaux, Lucain Kasongo Mwadiavita et Simplicie Ilunga devenu vice-ministre du Transport et voies de communications à la faveur du dernier remaniement ministériel, ont élaboré une proposition de loi portant sur l'organisation du référendum en RDC. Le texte a été transmis au gouvernement pour annotation avant de revenir, éventuellement, au Parlement pour examen. Déjà, l'opposition soupçonne une nouvelle manœuvre pour permettre au président Kabila de rester au pouvoir au-delà de 2016.

Kipushi : lancement de la campagne de vaccination contre la polio. Le programme élargi de vaccination lance ce lundi 28 septembre à Kipushi dans la province du Haut-Katanga, la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Son coordonnateur, le Docteur Audry Mulumba, souligne que cette action est une stratégie en réponse à un cas de paralysie flasque aiguë identifié dans la zone de santé de Kafubu.

Kisangani : plaidoyer pour maintenir la sécurité dans les sites miniers. Le centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CNADEP) plaide pour l'amélioration des conditions salariales des policiers et militaires pour mettre fin, selon cette structure, à l'insécurité qui prévaut dans les foyers miniers dans l'ancienne Province Orientale.

Goma : marche des jeunes de Goma et de Gisenyi pour la paix. Les jeunes de Goma au Nord-Kivu et de Gisenyi au Rwanda ont marché dimanche 27 septembre, à l'occasion de la journée mondiale de la paix célébrée le 21 septembre de chaque année. Cette marche a été organisée dans le cadre de "Tujenge Amani" (construisons la paix, en Swahili) qui est un projet transfrontalier entre les villes de Goma et de Gisenyi pour consolider la cohabitation pacifique des peuples de ces deux villes voisines à travers les activités de sport, culture et art et autres.

Uvira: 13 morts dans le braquage d'un convoi de la TMB. Treize personnes sont décédées et cinq autres grièvement blessées à la suite de l'attaque des Mai-Mai Simuzizi contre un convoi de la Trust Merchant Bank (TMB) à la hauteur de la localité de Nyakandongo, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Selon des sources militaires du secteur opérationnel Sokola 2 à Uvira, onze militaires qui escortaient ce convoi se comptent parmi les victimes.

Ituri: incursion des miliciens Simba Mai-Mai à Makangalo. Le calme est revenu ce week-end dans la localité de Makangalo après l'incursion des miliciens Mai-Mai Simba dans cette entité située à une dizaine de kilomètres du village Biakato au Sud de Mambasa-Centre. Ce groupe d'hommes armés avait investi cette localité dans la nuit du vendredi au samedi 26 septembre. Des sources politico-administratives rapportent qu'avant de se retrancher dans la forêt, ces miliciens ont commis plusieurs exactions contre les populations civiles. Cette version n'a cependant pas été confirmée par les autorités des FARDC sur place.

Exactions en RDC: 2 chefs rebelles rwandais condamnés à 13 et 8 ans de prison. Deux chefs de la rébellion hutu rwandaise des FDLR, Ignace Murwanashyaka et Straton Musoni, ont été condamnés lundi 28 septembre par la justice allemande à 13 ans et 8 ans de prison pour avoir orchestré depuis l'Allemagne des crimes contre l'humanité et crimes de guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo. Il ne s'agit pas d'un procès politique mais d'une procédure pénale d'une ampleur particulière, a souligné le juge Jürgen Hettich en délivrant le verdict, à l'issue de quatre ans d'un procès épineux.

Mbandaka : gratuité des soins pour les malades atteints du paludisme. Depuis le début du week-end dernier, les malades atteints de paludisme se font soigner gratuitement dans les hôpitaux publics des zones de santé de la ville de Mbandaka. Selon la coordination provinciale du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), cette opération vise à lutter contre la morbidité et la mortalité dues au paludisme des femmes-mères et enfants de moins de 5 ans.

Ituri: 3 personnes foudroyées dans une école d'Abeju. Trois personnes, dont une enseignante, sont mortes foudroyées et douze autres blessées samedi dernier à l'École d'application Abeju dans le territoire d'Aru (Ituri). Des sources locales rapportent que les élèves de cet établissement, qui ont vécu le drame, sont traumatisés et que les activités scolaires étaient timides lundi 28 septembre matin dans cette école.

Ituri: 17 personnes sont mortes de rage canine en neuf mois. Dix-sept personnes sont mortes de la rage canine sur les deux-cent-sept victimes de morsures des chiens depuis janvier dernier dans la nouvelle province de l'Ituri. Le chef de la Cellule animale de l'Inspection provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage de l'Ituri, docteur André Lobo a livré ces chiffres à l'occasion de la journée

internationale de lutte contre la rage, célébrée le 28 septembre de chaque année. La rage canine reste un danger public permanent pour la population de l'Ituri, a-t-il estimé.

Ituri: plaidoyer pour la réhabilitation de la route Mahagi-Port Mokambo. Les habitants des chefferies de Wagongo et Mokambo en territoire de Mahagi plaident pour la réhabilitation urgente de la route Mahagi-Port Mokambo, longue d'environ 100 kilomètres. Dans un memo signé par 5 000 personnes, ils demandent au gouvernement de désenclaver leur région. D'après des sources locales, cet axe routier s'est dégradé depuis 1996.

Kinshasa: la Snel annonce des perturbations dans la fourniture de l'électricité. La Société nationale d'électricité (Snel) annonce des perturbations dans la fourniture de l'électricité du 28 septembre au 10 octobre prochain dans presque tous les quartiers de la ville de Kinshasa. Dans un communiqué parvenu à Radio Okapi lundi 28 septembre, l'entreprise publique explique que ces perturbations sont occasionnées par les travaux programmés sur le groupe 5 de la centrale hydroélectrique d'Inga II.

Mardi 29 septembre.

Loi sur le référendum en RDC: la procédure viole la constitution, selon Delly Sessanga. Le député de l'opposition, Delly Sessanga, a déclaré lundi 28 septembre que la procédure relative à la proposition de loi portant sur l'organisation du référendum en RDC viole la constitution. Le texte rédigé par les députés nationaux, Lucain Kasongo Mwadiavita et Simplicie Ilunga- devenu vice-ministre du Transport et voies de communications- a été transmis au gouvernement pour avis avant de revenir au Parlement pour examen. Delly Sessanga dit ne pas comprendre cette procédure, affirmant que ladite proposition de loi n'a pas été mentionnée lors de l'adoption du calendrier de la session de septembre à l'Assemblée nationale.

CPI : début du procès de Bemba pour entrave à l'administration de la justice. Le procès de Jean-Pierre Bemba, Aimé Kilolo Musamba, Jean-Jacques Mangenda Kabongo, Fidèle Babala Wandu et Narcisse Arido va s'ouvrir ce mardi 29 septembre à la Cour pénale internationale. Ils sont tous poursuivis pour atteinte à l'administration de la justice dans le cadre de l'affaire Le Procureur contre Jean-Pierre Bemba. «Le 29 septembre, c'est une autre affaire qui porte sur les atteintes à l'administration de la justice», explique Patrick Tshibuyi, assistant chargé de la sensibilisation de la CPI en RDC.

Haut-Lomami : les braconniers empoisonnent les éléphants. Trois éléphants en divagation ont été empoisonnés et leurs défenses emportées au mois août dernier à Katala dans le territoire de Malemba Nkulu, province de Haut-Lomami. Le conservateur principal du parc national Upemba, Jean Mululwa, a pointé du doigt mardi 29 septembre certains braconniers à la recherche des pointes d'ivoire. Pour faire face à cette situation, le conservateur principal du parc Upemba sollicite l'implication des autorités politiques et coutumières de la place.

L'opposant Norbert Luyeye plaide pour un calendrier électoral consensuel à l'issue du dialogue. Norbert Luyeye, le président du parti de l'opposition l'Union des Républicains, plaide pour l'organisation d'un dialogue avant toute publication du nouveau calendrier électoral. Il a estimé lundi 28 septembre qu'il est important qu'un consensus soit trouvé entre différents partenaires du processus électoral. Pour lui, ce dialogue devra aboutir à la mise en place de nouvelles institutions consensuelles et transitoires.

Insécurité au Nord-Kivu: la Monusco disposée à appuyer les FARDC. Le commandant adjoint du bataillon de la force de la Monusco en RDC, le Général Jean Baillaud a déploré lundi 28 septembre la recrudescence de l'activisme des groupes armés au Nord-Kivu alors qu'il rendait visite à un casque bleu indien blessé par des miliciens à Kashebere pendant une patrouille de routine et qui reçoit des soins à l'hôpital de la Monusco à Goma. Il a rappelé à l'occasion que la Monusco est disposée à appuyer les FARDC dans la lutte contre les groupes armés.

Sud-Kivu : 131 cas de choléra signalés dans la zone de santé d'Uvira. La zone de santé d'Uvira au Sud-Kivu vient d'enregistrer 131 malades de choléra à l'intervalle d'une semaine, ont indiqué des sources sanitaires locales. Les mêmes sources précisent que le seuil épidémique est de 25 cas par semaine. Les autorités civiles locales alertées ont officiellement déclaré l'épidémie de choléra à Uvira lundi 28 septembre.

La condamnation de deux chefs des FDLR est « un signal fort », selon HRW. La condamnation de deux chefs rebelles rwandais des FDLR « est un signal fort » pour d'autres chefs rebelles impliqués dans de crimes graves en RDC, a déclaré lundi 28 septembre dans un communiqué l'organisation internationale Human Rights Watch. Ignace Murwanashyaka et Straton Musoni, respectivement,

président et vice-président des FDLR ont été condamnés à 13 et 8 ans de prison pour crimes commis dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Uvira: 3 présumés braqueurs d'un convoi de la TMB arrêtés. Les militaires congolais ont appréhendé, mardi 29 septembre, trois présumés braqueurs d'un convoi de la TMB et deux épouses de leurs complices, dans la localité de Luvungi, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Ces bandits armés sont accusés d'avoir abattu, dimanche dernier, treize personnes et emporté 40 000 dollars américains, destinés à la paie de septembre des enseignants des Moyens et Hauts plateaux de Lemera (Sud-Kivu).

RDC: les exploitants artisanaux de bois veulent payer moins de taxe. Les exploitants artisanaux des bois réclament la révision à la baisse du nombre de taxes sur l'exploitation des bois en RDC. Ils l'ont fait savoir à la clôture d'un atelier sur le respect de la réglementation forestière tenu le week-end dernier à Kisangani. Pour ces exploitants de bois, les seize taxes et deux impôts auxquels ils sont soumis ne leur permettent de rentabiliser leurs activités dans ce secteur.

CPI: la procureure accuse Bemba d'avoir participé à un plan pour corrompre des témoins. Le procès pour subornation de témoins de Jean-Pierre Bemba et quatre de ses proches s'est ouvert mardi 29 septembre devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. « Les accusés ont participé à un plan pour corrompre des témoins », quatorze au total, a déclaré la procureure Fatou Bensouda lors de l'audience publique à la CPI. Le but du plan était « d'obtenir l'acquittement » de M. Bemba dans son procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés commis en Centrafrique, un procès qui s'est ouvert devant la CPI en 2010 déjà.

RDC : les nouveaux ministres entrent en fonction. Les nouveaux ministres du gouvernement congolais sont entrés en fonction ce mardi 29 septembre à Kinshasa. Les cérémonies de remise et reprise avec leurs prédécesseurs ont eu lieu dans les différents cabinets ministériels qui ont changé de chefs. Dix ministres et deux vice-ministres ont été nommés lors du dernier remaniement du gouvernement congolais annoncé le 25 septembre dernier.

RDC : Moïse Katumbi démissionne du PPRD et du gouvernorat du Katanga. Moïse Katumbi a annoncé mardi 29 septembre sur son compte Twitter sa démission du PPRD, le parti présidentiel, et du gouvernorat du Katanga. « Au moment où nous, peuple congolais, entrons dans la dernière ligne droite du dernier mandat constitutionnel du président de la République, les faits indiquent que depuis maintenant un an, tout est mis en œuvre pour ne pas respecter la constitution en entretenant retard, flou et illisibilité du cycle électoral et en élaborant une stratégie de glissement des dates des scrutins », affirme Moïse Katumbi. Il ajoute être opposé « fermement à tout prétexte pour retarder les élections tel que le manque de moyens financiers. » Moïse Katumbi déplore également « les arrestations arbitraires » et les « intimidations de toutes sortes ».

Kinshasa: organisation d'une conférence pour lutter contre le commerce illicite d'or. Les organisations non gouvernementales(ONG) Open society initiative for Southern Africa (Osisa) et Southern Africa Resource Watch (SARW) organisent, du 29 au 30 septembre à Kinshasa, une conférence sur les causes de la vente illicite de l'or et des mesures pour contrer cette pratique en RDC. Les participants tablent aussi sur les mécanismes à mettre en place pour récupérer 3 tonnes d'or sorties frauduleusement de la RDC et qui se trouvent en Suisse. Les participants à cette conférence sont des experts issus du Ministère des mines et des ONG œuvrant dans le secteur des mines. Les débats sont axés sur les initiatives et perspectives congolaises pour combattre la fraude dans le secteur de l'or, le blanchiment des capitaux et la corruption.

Mercredi 30 septembre.

RDC : le professeur Tshibangu Kalala incarcéré à la prison de Makala. Le professeur Tshibangu Kalala, président du parti « Congo Mon Beau Pays » de la Majorité Présidentielle, est incarcéré depuis mardi 29 septembre dans la soirée à la prison centrale de Makala. Son assistant, Roger Kanyinda, a été conduit en prison avec lui avant d'être libéré quelques heures plus tard. Il affirme que Tshibangu Kalala, avocat de la République Démocratique du Congo, serait aux arrêts pour avoir réclamé ses honoraires dans le procès remporté par la RDC contre l'Ouganda devant la Cour Internationale de Justice en 2005. La plus haute juridiction du système des Nations Unies chargée du règlement des différends entre Etats avait alors condamné l'Ouganda pour son « invasion de la République démocratique du Congo (RDC) en 1998, en violation du droit international et du droit humanitaire » en Ituri. **Eminence grise de la Majorité Présidentielle.** L'une des éminences grises de la Majorité Présidentielle, le professeur Tshibangu Kalala s'était montré particulièrement critique, à la mi-septembre courant, contre l'arrêt de la Cour constitutionnelle enjoignant le gouvernement de nommer des commissaires spéciaux dans les vingt-et-une nouvelles provinces issues du découpage territorial, faute d'argent pour organiser l'élection des

gouverneurs de ces provinces. Tshibangu Kalala avait estimé que l'arrêt de la Cour constitutionnelle violait le « principe dispositif » qui veut qu'une Cour ne se prononce que sur la matière pour laquelle elle est saisie. La Ceni avait saisi la Cour pour qu'elle donne son avis sur l'organisation, dans les délais, des élections provinciales prévues en octobre 2015. Répondant à la Ceni, la Cour constitutionnelle s'était déclarée « incompétente » parce qu'elle n'a pas vocation à interpréter les lois. En même temps, expliquait le professeur Tshibangu, la Cour constitutionnelle avait saisi l'occasion pour enjoindre au gouvernement de nommer les commissaires spéciaux alors que le gouvernement n'avait rien demandé et n'était pas partie à la requête de la Ceni. En plus, Tshibangu Kalala avait estimé que le rôle de « réguler le fonctionnement des pouvoirs publics » que s'était arrogé la Cour pour donner des injonctions au gouvernement et à la Ceni n'est prévu par aucun texte juridique congolais. En définitive, il jugeait que la Cour avait débordé de ses prérogatives pour s'occuper des questions politiques et non juridiques. (Radio Okapi)

Ituri: les populations d'Irumu fuient les exactions des miliciens FRPI. Les populations des villages Alingba et ceux situés dans les environs d'Aveba en territoire d'Irumu, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bunia dans la province d'Ituri, fuient depuis lundi 28 septembre des exactions récurrentes des miliciens de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), rapporte Jean de Dieu Mbafele, président de la société civile d'Aveba.

Kinshasa-Brazzaville : la suppression des visas effective . Les populations de Kinshasa et de Brazzaville traversent depuis lundi 28 septembre dernier de part et d'autre du fleuve Congo avec juste un laissez-passer, a constaté un reporter de Radio Okapi au Beach Ngobila. Les autorités des deux Congo ont supprimé les visas pour les habitants des deux capitales à l'issue des travaux de la commission mixte RDC-Congo Brazzaville, organisés la semaine dernière à Kinshasa.

Kinshasa : plaidoyer sur le respect des droits des démunis dans les prisons. Le centre Carter a organisé mardi 29 septembre une journée de conscientisation des magistrats, des avocats et d'autres opérateurs de l'espace judiciaire en RDC sur le respect des droits et libertés des personnes démunies dans les prisons. Cette ASBL de défense des droits de l'homme mène depuis quelques mois un projet d'assistance judiciaire aux plus démunis dans les prisons. Cela passe par l'écoute et l'affectation gratuite d'un avocat dans le cadre d'assistance juridique.

RDC: l'ONU appelle au respect des libertés fondamentales à l'approche des élections. En marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a demandé mardi 29 septembre aux dirigeants de la RDC de veiller au respect des libertés fondamentales de tous les citoyens congolais à l'approche des prochaines élections. Devant le Conseil des droits de l'homme, La Haut-Commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'homme, Flavia Pansieri s'est inquiétée de la restriction de l'espace politique et des violations des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Depuis le début de l'année, cent-vingt-deux abus ont été répertoriés dans ce domaine, a-t-elle fait savoir. Flavia Pansieri a aussi pointé du doigt l'appareil judiciaire congolais dans cette politique de répression.

Nord-Ubangi : cohabitation difficile entre les réfugiés centrafricains et la population locale. Le maire de Gbadolite (Nord-Ubangi), Égide Nyikingbo, déplore la mauvaise cohabitation entre la population locale et les réfugiés centrafricains à Mogoro, Yete et Vara, localités périphériques situées le long sur la rivière Ubangi à la frontière avec la République centrafricaine. Selon lui, ces réfugiés qui ont fui les affrontements entre les rebelles Seleka et Anti-Balaka dans la préfecture de Basse-Kotto à Bangui, se disputent les espaces de pêche avec la population locale, rendant ainsi la cohabitation difficile.

Kindu : MSF dote la prison centrale de Kindu d'intrants contre le choléra. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) Belgique vient de doter la prison centrale de Kindu d'intrants en vue de lutter contre l'épidémie de choléra dans cet établissement pénitentiaire. Ces intrants sont constitués d'une quantité importante de chlore utile pour désinfecter les mains, les vêtements, les locaux et les latrines. Les sérums, les gants stériles et les trousseaux de perfusion font aussi partie de ces intrants.

RDC : une journée «sans enseignant» décrétée au Sud-Kivu. Les parents et enseignants des écoles conventionnées et officielles du Sud-Kivu ont décrété une journée «sans enseignant» mercredi 30 septembre sur toute l'étendue de la province. Ils contestent le dépôt du projet d'édit portant création du Fonds provincial de soutien à l'Education. Les manifestants exigent aussi la suppression de la prime des enseignants, payée par les parents. Ils relèvent aussi le cas de 16 132 enseignants du Sud-Kivu non payés depuis plus de 10 ans.

A New York, Martin Kobler plaide pour la collaboration entre les FARDC et la Monusco. Martin Kobler, représentant spécial du secrétaire général de l'Onu, en fin mandat, a plaidé pour la reprise de la

coopération entre l'armée congolaise et la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) dans la lutte contre les groupes armés, mardi 29 septembre à New-York, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle des Nations Unies. « Nous sommes bloqués à l'instant dans la coopération avec la RDC suite aux raisons diverses. L'armée a la charge de combattre les groupes armés mais nous avons aussi le mandat offensif de neutraliser les groupes armés », a ajouté Martin Kobler.

Le rival du président quitte le parti au pouvoir. Moïse Katumbi, influent ex-gouverneur du Katanga, a quitté les rangs du parti du régime PPRD (Parti Populaire pour la Reconstruction et la Démocratie), auquel appartient le président de la République, Joseph Kabila. La décision du dirigeant s'est accompagnée de déclarations fortement critiques à l'égard du régime que Moïse Katumbi soutenait il y a encore quelques temps. Plus particulièrement, cet ancien gouverneur congolais a rallié les initiatives de l'opposition pour dénoncer une situation alarmante dans laquelle "les faits indiquent que depuis maintenant un an, tout est mis en œuvre pour ne pas respecter la Constitution". En effet, selon les termes édictés par celle-ci, le président Kabila serait obligé de se retirer l'an dernier, une fois son mandat arrivé à terme. Au lieu de cela, selon M. Katumbi – qui a également dénoncé un recul généralisé des libertés individuelles – le gouvernement déploierait tous ses efforts pour aboutir à un report de la date des prochaines élections. Le départ du PPRD de M. Katumbi – qu'un grand nombre considèrent comme un possible candidat à la prochaine présidentielle – n'a rien d'étonnant. Depuis quelques mois déjà, les rumeurs parlaient de divergences entre lui et le président Kabila, qui avaient connu leur apogée en juin dernier dans la plainte portée par le chef de l'État en personne contre ce rival ainsi que d'autres gouverneurs du Congo pour présumées fraudes et corruption. (Misna)

Bas-Uélé : dix personnes kidnappées à Lumu. Des hommes armés présentés comme rebelles de la LRA par la société civile ont kidnappé plus de dix personnes et pillé des greniers, lors d'une incursion qu'ils ont faite samedi 26 septembre dans la localité de Lumu en territoire d'Ango, plus de 500 km au nord de Kisangani, dans la province du Bas-Uélé.

Démission de Katumbi du PPRD : «un acte héroïque», selon Kyungu wa Kumwanza. Le président national de l'Union nationale de Fédéralistes du Congo (Unafec), Kyungu wa Kumwanza, a déclaré mercredi 30 septembre que la démission de Moïse Katumbi du PPRD, le parti présidentiel, et de son poste de gouverneur du Katanga, était «un acte héroïque». Gabriel Kyungu est l'un des leaders du G7 exclus de la Majorité présidentielle (MP) après une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat à qui ils demandaient de respecter la constitution pour les élections de 2016. Le président de l'Unafec estime que la démission de Katumbi « va dans l'intérêt de la population ».

RDC: Tshibangu Kalala poursuivi pour rétention illicite de documents et abus de pouvoir. Le professeur Tshibangu Kalala a été placé sous le coup d'un mandat d'arrêt provisoire depuis le mardi 29 septembre à la prison centrale de Makala à Kinshasa. Le Parquet général de la République qui l'a emprisonné sur injonction du ministre de la Justice le poursuit pour «rétention illicite de certains documents et abus de confiance» dans le cadre du procès remporté par la RDC contre l'Ouganda devant la Cour internationale de justice en 2005. Selon l'Avocat général de la République, Thomas Shakira, le professeur Tshibangu, qui avait défendu la RDC dans ce procès, refuse de remettre au ministère de la Justice les documents relatifs à ce litige. La même source affirme que Me Tshibangu conditionne la restitution de ces documents par le paiement de ses honoraires. Au sujet de ces honoraires, Thomas Shakira indique que le non-paiement des honoraires « ne donne pas le droit à Me Tshibangu de ne pas remettre au gouvernement des pièces à conviction dans une procédure de commission ».

RDC: le taux de croissance estimé à 8,4% au premier semestre. La dernière réunion de la troïka stratégique tenue lundi 28 septembre à Kinshasa a estimé à 8,4% le taux de croissance de l'économie congolaise sur base des réalisations du pays à la fin du mois de juin. Le gouvernement tablait sur un taux de croissance de 10,3%. Le marché de change a été jugé stable au 25 septembre, avec de légères dépréciations entre 0,2% et 0,05%.

Matadi: des entreprises se lancent dans la construction des ports à sec. Les entreprises Gecotrans et Mbengu Matadi se sont lancées dans la construction des ports à sec à Matadi dans la province du Kongo Central. Le port à sec de l'entreprise Acovert subit des travaux de modification au niveau de son quai. Le port à sec est un emplacement terrestre destiné à accueillir les bateaux en dehors de leurs périodes de navigation. Des sources locales indiquent que ces port, principalement celui de Mbengu Matadi, seront achevés à la fin de l'année prochaine. Les importateurs et la fédération des entreprises du Kongo Central disent attendre impatiemment la mise en service de ces installations portuaires. Ils demandent au gouvernement d'appuyer ces investisseurs et de revoir à la baisse les taxes douanières.